

LES MECANISMES QUI CREENT LES INEGALITES

Pourquoi les inégalités progressent-elles partout dans le monde? La Journée mondiale de l'alimentation en octobre dernier et le Sommet sur la sécurité alimentaire à Rome à la mi-novembre ont révélé qu'un milliard d'humains souffraient de la faim, du jamais vu selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO. La crise économique que nous vivons n'est pas étrangère à ce drame. Et celle-ci n'est pas un simple accident de parcours mais la conséquence prévisible d'un système économique bâti sur trois pouvoirs : le marché, l'entreprise et le capital. Pour faire fonctionner ce système le plus efficacement possible, les penseurs du néo-libéralisme ont poussé à la constitution d'un grand marché des marchandises, des finances et des idées. Ils ont persuadé le monde que cette évolution était bonne pour tous et surtout inéluctable. Xavier Dupret, économiste et chercheur au Gresea, Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative, interroge le lien entre mondialisation et montée des inégalités (1).

En cause, la division internationale du travail

Des partisans de la mondialisation comme l'Américain Robert Reich, ministre de l'économie de Bill Clinton, avait pressenti l'évolution. Il savait que l'ouverture des échanges avec des pays à productivité croissante allait conduire à une dépréciation du travail lié aux tâches d'exécution. Celles-ci seraient réservées aux pays émergents tandis que le Nord conserverait la part la plus noble : conception, marketing, finances, gérée par des cadres. L'économiste libéral Paul Samuelson, tout en considérant la mondialisation comme un processus globalement gagnant, était conscient qu'elle laisserait sur le carreau des perdants : les populations à bas revenus sur les cinq continents. Tout en réaffirmant sa confiance dans le système capitaliste, il suggérait le partage face à l'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres.

De fait, les populations des pays émergents n'ont pas été gagnantes à l'ouverture des marchés. Certes, les travailleurs sont devenus des salariés mais des salariés pauvres, ce qui n'a pas contribué à réduire les inégalités. C'est le cas de la Chine, un des pays les plus inégalitaires. D'un côté, les emplois chinois ne protègent pas les nationaux de la pauvreté, de l'autre, ils entrent en concurrence avec certains emplois dans le Nord, fragilisant ainsi une partie non négligeable du salariat occidental.

C'est la division internationale du travail qui est à l'origine de la montée de la précarisation dans nos sociétés. Le travail se raréfie au Nord, entraînant une précarité grandissante et, au Sud, où il est délocalisé, les travailleurs sont pauvres. On peut dès lors se demander qui va consommer quoi.

Comment un tel système La contradiction a été « résolue » grâce à deux variables : l'endettement des ménages et la position du dollar. Le dollar constitue la monnaie de référence pour les échanges internationaux. Ainsi une entreprise belge qui vend des machines à une entreprise sud-américaine par exemple verra-t-elle sa facture établie en dollars. Les Américains ont longtemps profité de cette situation, ce qui leur a permis de postposer la faillite du système. L'Europe et le reste du monde ont donc soutenu les Etats-Unis et permis aux ménages américains de s'endetter. Aujourd'hui, ce soutien ne suffit plus et le géant mondial est confronté à une grave crise d'endettement. Au cours de quatre dernières années, le secteur privé américain a emprunté 3.000 milliards de dollars, en premier lieu à la Chine.

Les travailleurs du Sud réclament désormais des salaires équitables. Ils veulent bénéficier des mêmes biens de consommation que nous : téléviseurs, voitures, vacances.... Personne ne pourra les en empêcher et c'est leur droit de vouloir échapper à la pauvreté.

La répartition des rôles entre le Nord et le Sud au sein de l'économie-monde ne tient donc plus la route. Lorsque la production à l'échelle mondiale augmente, le partage est possible. Mais aujourd'hui, on ne crée plus de richesse et l'économie est en récession sauf dans de rares régions du globe comme en Amérique du Sud par exemple où certains pays connaissent encore la croissance grâce à une relative protection de leurs marchés.

Un protectionnisme qui rétablit les règles démocratiques

Pour certains analystes, ce protectionnisme pourrait constituer une piste de solution. Il implique de repenser au niveau mondial les limites à l'ouverture et aux échanges. D'ici peu, des pays comme la Chine ne se limiteront plus seulement à la production de vêtements bon marché, ils se spécialiseront et produiront des biens plus pointus comme l'imagerie médicale par exemple, réalisés actuellement au Nord et nécessitant capital et main-d'œuvre qualifiée.

Les tendances lourdes de la crise risquent de s'approfondir et on ne peut exclure des affrontements au niveau mondial.

Il est donc devenu indispensable de changer de modèle économique. Le libre-échange a montré ses limites, il faut peut-être protéger nos frontières. C'est le rôle des Etats, tant décriés et affaiblis par le système néo-libéral. Il ne s'agit pas de plaider pour un protectionnisme d'exclusion comme l'histoire en donne des exemples ni d'appeler les Etats-nations à un repli sur eux-mêmes, ce qui pourrait conduire à des dérives. Ce protectionnisme auquel on pense aujourd'hui impliquerait le respect des règles démocratiques et la protection des conditions de vie de tous les travailleurs à l'échelle planétaire.

Il n'y a pas si longtemps que l'Occident gérait seul les affaires du monde, avec beaucoup d'arrogance et pour son seul profit. Aujourd'hui, des pays autrefois marginalisés se sont invités à la table des négociations et poussent à une réorganisation du commerce.

La crise est peut-être l'occasion de réintroduire plus de justice sur la planète.

Quel avenir en Belgique ?

Ce changement indispensable au niveau international doit commencer dans notre pays. Les perspectives ne sont pas bonnes. En 2010, le chômage devrait toucher 800.000 personnes, soit presque un million d'exclus. De quoi vivront-ils ?

L'Etat devra intervenir pour rééquilibrer les revenus. La Belgique n'est pas un pays pauvre mais certains sont plus riches que d'autres et, dans certains cas, de plus en plus riches. Les réformes fiscales de Didier Reynders ont miné la progressivité de l'impôt. Aujourd'hui, les tranches supérieures sont imposées à raison de 50 % maximum, alors qu'au début des années nonante, ce taux était de 60 %.

Il y a aussi les cadeaux fiscaux qui représentent 3,6 % du PIB et les intérêts notionnels, un mécanisme permettant aux entreprises de déduire un intérêt fictif de leurs fonds, qui comptent pour 0,3 % du PIB. Des sociétés comme Electrabel - 2 milliards de bénéfices en 2008 - devraient contribuer à l'effort budgétaire. Le déficit actuel représente 7 % du PIB alors que les critères de convergence définis par l'Europe tolère une marge de 3 %.

L'Etat a consacré +/- 5 % du PIB à la recapitalisation des banques. Celles-ci ont renoué avec les profits et fonctionnent comme avant, la spéculation sur les matières premières : or, pétrole, soya... ayant remplacé celle sur l'immobilier. Un juste retour s'impose.

Si nous n'agissons pas, face à ce que Xavier Dupret appelle la crise de l'égalité et du partage, on doit s'attendre à un avenir plus sombre encore. Les crises financières restent possibles parce que les banques possèdent encore des actifs toxiques liés à la spéculation : 700 millions d'euros. Le secteur financier refait de l'argent mais ne va pas réorienter ses capitaux dans l'économie réelle, sauf intervention de l'Etat. Les bourses, elles aussi, ont repris mais elles sont, elles aussi, déconnectées de l'économie réelle. La lutte pour une meilleure redistribution à l'échelle de la planète commence ici et maintenant sous la pression de citoyens responsables. Le budget fédéral 2009-2010 comporte quelques mesures qui semblent aller dans la bonne direction, mais le chemin est long vers un changement durable et semé d'embûches.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

(1) Intervention aux Journées d'étude ACRF, septembre 2009.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

